

• Adam Rothman & Barbara J. Fields : *La mort de Hannah Fizer*

Les Noirs souffrent de manière disproportionnée des violences policières. Mais la peau blanche n'offre pas d'immunité.

Dissent, 24 juillet 2020



***Dissent* se présente comme «l'une des principales revues intellectuelles américaines et un pilier de la gauche démocratique» : nous respectons ses engagements mais nous n'en partageons pas les positions, ni au plan théorique ni d'un point de vue politique. Pas plus que nous souscrivons au démocratisme radical des auteurs dont nous proposons l'article en traduction. Ainsi, les esclavagistes n'ont pas été excessifs : ils étaient tout simplement esclavagistes. Il n'y a pas un usage limité ou maîtrisé de la force par la police : il y a la police. Le capital n'est pas débridé : c'est le capital. Néanmoins, dans un contexte où les meurtres policiers de personnes noires suscitent, de part et d'autre de l'Atlantique, une colère légitime, occupent un espace médiatique de premier plan et appellent à nouveau des cadres d'analyse spécifiques en rapport avec le racisme et la discrimination, cet article présente un intérêt non négligeable.**

En effet, penser la violence policière – et la société inégalitaire qu'elle incarne – à partir de l'une de ses victimes identifiée comme *blanche* rappelle l'unité fondamentale qui sous-tend l'ensemble des crimes et des violences de la police. Loin d'invisibiliser ou de minimiser les coordonnées particulières à chaque victime (son genre, son âge, sa couleur de peau, sa classe, etc.), une telle perspective critique a le mérite de les réinscrire dans une dynamique plus large d'exploitation économique et de domination sociale, seul préalable à la construction un tant soit peu prometteuse d'une «*coalition politique en prise avec les conditions réelles de la société américaine*».

Gamal Oya

Un samedi de juin, tard dans la soirée, Hannah Fizer se rendait en voiture à la supérette où elle travaillait, dans la ville de Sedalia (Missouri), lorsqu'un policier l'a arrêtée pour avoir supposément grillé un feu rouge. Selon les rapports de police, Fizer n'aurait «pas obtempéré» et aurait menacé de tirer sur le policier, et celui-ci l'a donc abattue. En fait, Fizer n'avait pas d'arme. Et maintenant qu'elle est morte, elle ne peut plus donner sa version des faits. Sa famille et ses amis exigent des réponses et veulent que justice soit faite. «C'était quelqu'un de bien», se souvient un collègue.

Alors que des manifestations sont organisées dans tout le pays contre les meurtres d'Afro-Américains par la police, cette histoire nous semble familière : une personne sans arme répond avec une certaine impertinence à un flic, et elle en meurt. Mais Hannah Fizer était blanche. Cela ne devrait surprendre personne. Selon une base de données qui recense les cas où les policiers ont fait usage de leur arme aux États-Unis depuis 2015, la moitié des personnes abattues – et dont quatre sur dix n'étaient pas armées – étaient blanches. Les habitants des quartiers pauvres sont beaucoup plus susceptibles d'être tués par la police que ceux des quartiers riches. Vivant pour la plupart dans des quartiers pauvres ou des quartiers ouvriers, et étant soumis à une politique raciste du deux-poids-deux-mesures, les Noirs souffrent de manière disproportionnée de la violence policière. Pour autant, la peau blanche ne confère aucune immunité.

En effet, la peau blanche n'offre aucune protection contre des policiers qui portent une tenue anti-émeute et des armes utilisées par les militaires. Elle ne protège pas les Blancs contre des policiers qui violent la liberté d'expression, de réunion et de culte. Il suffit de demander à Martin Gugino, cet homme de 75 ans qui a passé un mois à l'hôpital avec une fracture du crâne après avoir été violemment poussé au sol par la police à Buffalo, et qui de surcroît a reçu des menaces de mort ; ou à ce prêtre blanc et aux autres personnes qui ont été assaillies par des gaz lacrymogènes et des hélicoptères militaires afin que les forces de l'ordre puissent dégager quelques dizaines de mètres carrés pour que le

président Trump procède à une séance photos, lors de la «Bataille de Lafayette Square» début juin. Suite aux attaques militarisées menées contre des manifestants pacifiques et sans armes, des milliers d'Américains qui ne s'étaient jamais engagés auparavant ont appris qu'il était aussi dans leur propre intérêt que la police soit autorisée à faire uniquement un usage limité de la force.

En tant qu'historiens, nous nous tournons instinctivement vers le passé pour trouver des indices susceptibles d'éclairer le présent. Les décennies tumultueuses qui ont précédé la Guerre de Sécession font encore écho de nos jours. En cette période de profond bouleversement politique, un nouveau parti mit en œuvre une puissante coalition anti-esclavagiste. Comment cela se passa-t-il ? Comment le Parti républicain anti-esclavagiste réussit-il à conquérir le pouvoir dans un pays raciste ?

La réponse est simple : ce furent les revendications excessives et les abus des esclavagistes qui apprirent à de nombreux Américains blancs – au moins dans le Nord – que de telles forces politiques risquaient de menacer leurs propres droits. De 1836 à 1844, la loi limitant la durée des débats [*Gag Rule*] empêcha les membres de la Chambre des représentants d'examiner les pétitions anti-esclavagistes de leurs propres électeurs. En vertu de la loi sur les esclaves fugitifs de 1850, les agents fédéraux pouvaient exiger des citoyens du Nord qu'ils les aident à reprendre les esclaves en fuite. Le *Kansas-Nebraska Act* déclencha une lutte sanglante lorsqu'il s'agit d'introduire l'esclavage dans un territoire où il avait été auparavant interdit. L'arrêt *Dred Scott* remit en question la capacité des citoyens blancs à abolir l'esclavage, où que ce fût dans le pays. Ces quelques jalons marquant la vie politique d'avant la Guerre de Sécession finirent par convaincre de nombreux Blancs du Nord que leurs propres droits seraient bafoués et leurs moyens de subsistance restreints – voire qu'ils pourraient eux-mêmes être asservis – si le « pouvoir esclavagiste »¹ n'était pas contrôlé. Même les Blancs du Nord qui se méfiaient des abolitionnistes et méprisaient les Noirs furent attirés par le nouveau parti anti-esclavagiste.

L'ascension du Parti républicain suscita un dilemme chez les abolitionnistes radicaux qui croyaient en l'égalité. Ce parti, dont certains adhérents s'opposaient à l'esclavage tout en haïssant les Noirs, était loin de correspondre aux idéaux des abolitionnistes. Ces derniers devaient-ils alors se boucher le nez et soutenir malgré tout les républicains, en espérant donner à ce parti une orientation plus égalitaire ? Telle est la question qui préoccupa Frederick Douglass², le fougueux orateur qui en 1852 posa la question suivante : «*Que représente votre 4 Juillet pour un esclave américain ?*». Ainsi, Douglass soutint le candidat républicain à la présidence John C. Frémont en 1856 mais pas Abraham Lincoln en 1860. En même temps, il combattit les lois ségrégationnistes dans l'État de New York, où les hommes noirs devaient payer une taxe discriminatoire s'ils voulaient pouvoir

¹ *Slave Power* : terme employé dans les États du Nord pour caractériser le pouvoir politique des esclavagistes du Sud à l'échelon fédéral (*NdT*).

² Frederick Douglass (1818-1895), acteur et orateur important du combat abolitionniste. Cf. *Ma vie d'esclave américain*, L'Accolade Editions, 2017 (*NdT*).

voter. Finalement, la victoire du Parti républicain finit par briser l'emprise du « pouvoir esclavagiste ».

Si l'élection de 2020 n'est pas l'élection de 1860, la montée en puissance du Parti républicain dans les années 1850 nous fournit quelques enseignements pour la période présente. Tout d'abord, la réussite d'un mouvement politique national repose sur la prise en compte des intérêts personnels des Américains blancs. Certes, le nombre croissant d'électeurs non blancs peut sembler avoir réduit la nécessité de faire appel aux électeurs blancs. Cependant, ceux-ci constituent encore **les deux tiers de l'électorat**. Les Républicains *peuvent encore remporter* une élection nationale sans l'appui d'une masse critique d'électeurs non blancs ; par contre, l'opposition *ne réussira pas à les battre* sans l'appui d'une masse critique d'électeurs blancs.

Par conséquent, ceux qui sont à la recherche d'une démocratie authentique doivent se battre jusqu'au bout pour convaincre les Américains blancs que ce qui est bon pour les Afro-Américains l'est aussi pour eux. Maîtriser une police meurtrière ; investir dans les écoles plutôt que dans les prisons ; fournir des soins de santé universels (y compris en ce qui concerne les traitements de désintoxication en milieu rural) ; augmenter les impôts des plus riches et mettre fin aux guerres insensées, voilà des politiques qui profiteraient à une ample et solide majorité d'Américains. Un tel programme pourrait être la base d'une coalition politique victorieuse, en prise avec les conditions réelles de la société américaine. Déjà désastreuses avant la pandémie de COVID-19, ces conditions sont désormais catastrophiques.

Attaquer le « privilège blanc » ne contribuera jamais à mettre sur pied une telle coalition. En premier lieu, ceux qui nourrissent encore quelque espoir en la démocratie ne devraient jamais accepter le terme de « privilège » pour désigner simplement le fait de « n'être pas soumis à un deux-poids-deux-mesures raciste ». Ce n'est pas un *privilège* mais un droit humain. De plus, les travailleurs blancs – Hannah Fizer, par exemple – ne sont pas des *privilegiés*. En fait, ils luttent et souffrent, pris dans l'étau impitoyable d'une société qui prétend être fondée sur le « ruissellement », et dans laquelle la pandémie va sans doute accroître les inégalités jusqu'à ce qu'elles atteignent un niveau obscène. La récente baisse de l'espérance de vie chez les Américains blancs, que les économistes Anne Case et Angus Deaton attribuent à ce qu'ils appellent des « morts par désespoir », en est un bon exemple³. La rhétorique du « privilège blanc » ignore délibérément ce problème, tout en s'aliénant la sympathie des personnes qui seraient en mesure d'en prendre conscience.

Grâce à leur incompétence stupéfiante et au déploiement scandaleux de forces militarisées contre des manifestants pacifiques, Trump et le Parti républicain ont peut-être ouvert la voie à une nouvelle politique véritablement démocratique. Mais rien ne garantit que tel sera le cas, quel que soit le nombre de statues déboulonnées. Des liens de solidarité peuvent être construits sur la base des menaces communes que la violence des inégalités, un capital débridé et un État

³ Anne Case et Angus Deaton, *Deaths of Despair and the Future of Capitalism*, Princeton University Press, 2020 (NdT).

policier font peser sur la vie et la liberté de tous, ainsi que sur la recherche du bonheur. C'est là le seul moyen de parvenir à une société dans laquelle chacun soit en mesure de s'épanouir.

24 juillet 2020

www.dissentmagazine.org

Adam Rothman enseigne l'histoire à l'Université de Georgetown. Il a publié en 2015 *Beyond Freedom's Reach: A Kidnapping in the Twilight of Slavery*, Harvard University Press.

Barbara J. Fields enseigne l'histoire à l'Université de Columbia. Elle a publié en 2014 avec sa sœur Karen E. Fields *Racecraft: The Soul of Inequality in American Life*, Verso.